

Pour aller de l'avant : Développement du secteur de la santé

Malgré sa croissance rapide, le système canadien de santé reste handicapé par plusieurs problèmes graves. La situation économique et les conditions de travail varient considérablement d'un lieu de travail à l'autre, suivant la multitude de modèles de financement et de gestion qui existe à travers le pays. Grâce en grande partie aux pressions politiques du public, le fédéral et les provinces injectent de l'argent et des ressources dans le système de santé, mais cette tendance semble ralentir substantiellement tandis que les politiciens réagissent à la crise économique. Toutefois, la pénurie de lits de soins de longue durée des dernières années n'a pas été corrigée, pas plus que le manque d'argent qui aurait permis de gérer les pressions causées par le vieillissement de la population. De plus, la prolifération des cliniques à but lucratif à travers le pays ne fait qu'alimenter la crainte que les principes de base de notre système public de santé soient tranquillement en train de se faire miner.

De plus, les gens de la santé subissent une charge de travail accrue qui n'a contribué qu'à intensifier le rythme du travail en affectant négativement la qualité des soins. Les Canadiens ont droit à recevoir des soins de qualité dans le respect et la dignité. Pourtant, les milliers de membres des TCA du secteur savent pour l'avoir vécu que plusieurs régions ne se conforment pas à cette norme. La baisse de qualité s'accompagne d'une détérioration des conditions de travail. De plus, les cas de violence et d'agression deviennent endémiques. Selon une étude récente, 89 % des travailleurs de la santé déclarent être victimes de violence physique de la part de patients ou de parents; 43 % disent que cette violence se produit chaque jour. Ce n'est qu'en améliorant les conditions de travail dans les établissements de santé que l'on améliorera la qualité de vie des gens qui y sont soignés.

Dans l'avenir, les Canadiennes et Canadiens vont devoir continuer de soutenir le secteur en maintenant leur vigilance, en militant bruyamment et en sensibilisant le public. Le syndicat et ses partenaires de coalition doivent continuer de revendiquer des normes strictes de santé-sécurité pour les travailleurs de la santé. Il faudra aussi que le syndicat continue de lutter pour que des normes minimales de soins soient adoptées à travers le système et pour que les services couvrent les médicaments d'ordonnance et les soins à domicile. Un investissement continu s'impose pour assurer la viabilité à long terme de notre système, et il faut aussi investir davantage dans l'amélioration de la formation et dans le développement des compétences de la main-d'œuvre, qui est, cela ne fait aucun doute, l'actif le plus important du secteur.

PRINCIPAUX EMPLOYEURS TCA*	NOMBRE DE MEMBRES
Centres de soins de longue durée Revera	2 100
Régie régionale de la santé du Cap-Breton	1 800
St. Joseph's Health Care, London	1 350
Centres Extencicare Canada Inc.	1 200
Hôpital de Grand River	1 200
Centre des sciences de la santé de London	1 050
Hôpitaux de la région du Sault	800
Hôpital Hôtel-Dieu Grace	700
Hôpital général de Windsor	625
Northwood Manor Inc.	450

* Employeurs TCA comptant plus de 250 employés.



Profil sectoriel SANTÉ

FAITS ET CHIFFRES	
Dépenses totales <i>Évolution depuis 2000</i>	172 milliards \$ +74 milliards \$
PIB total (valeur ajoutée, \$ de 2002) <i>Croissance depuis 2000</i>	79,2 milliards \$ +20 %
Nombre total d'emplois <i>Évolution depuis 2000</i>	1 528 013 +288 725
Émissions de gaz à effet de serre (kilotonnes) en 2005 <i>Évolution depuis 2000</i>	3 105 +17,5 %
Salaire horaire moyen (sans heures supplémentaires) <i>Évolution du salaire réel depuis 2000</i>	24 \$ 7 %
Croissance de la productivité de 2000 à 2007	2 %
Nombre moyen d'heures par semaine (sans heures supplémentaires)	28,1
Nombre moyen d'heures supplémentaires par année	26
Taux de syndicalisation approximatif	60 %
Nombre de membres TCA dans le secteur	27 325
Pourcentage de l'effectif TCA	11 %
Nombre d'unités de négociation TCA	262
Taille moyenne de l'unité de négociation	104

SOURCES : Statistique Canada; Recherche TCA.

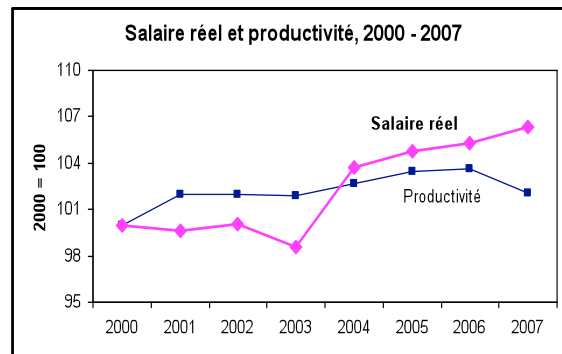
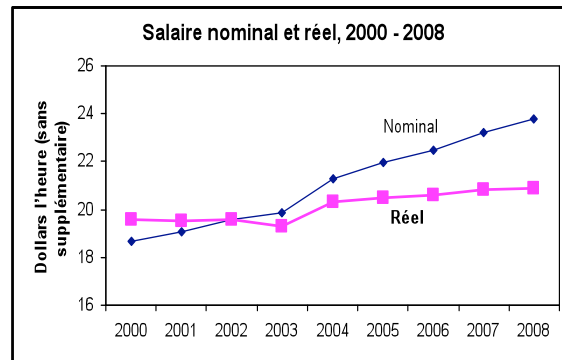
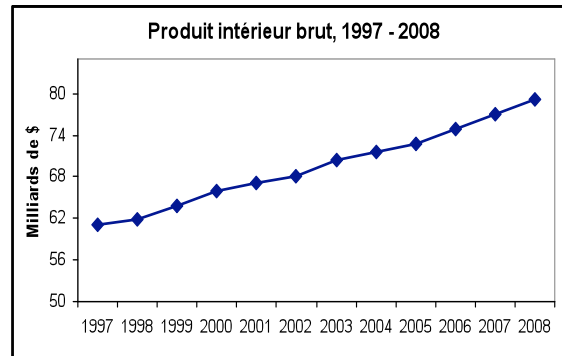
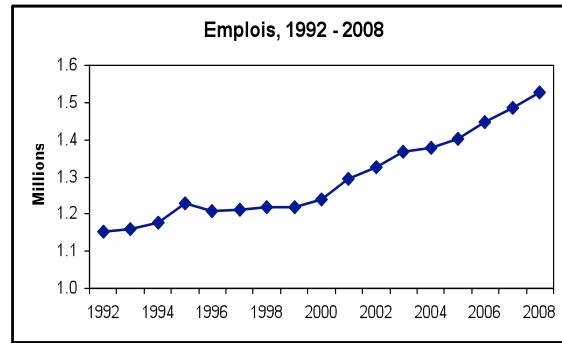
Données 2008 sauf précision à l'effet contraire.

Conjoncture actuelle

Le système de santé est l'une des institutions les plus politisées de l'économie canadienne. Depuis 2000, il emploie 166 000 personnes de plus, ce qui l'inscrit parmi les secteurs qui affichent la plus forte croissance économique. Ses dépenses ont augmenté à un niveau sans précédent de plus de 172 milliards \$ – soit une hausse de 74 milliards \$ par rapport à 2000. L'investissement dans le secteur a beaucoup augmenté depuis sept ans. Après les années de vache maigre entraînées par les déficits budgétaires des années 1990, les dépenses d'investissement en santé ont considérablement augmenté au tournant du millénaire, pour passer d'environ 3,6 milliards \$ en 2000 à 8 milliards en 2008 (plus du double en 8 ans!).

Toutefois, la grande partie de ces nouveaux investissements a été destinée à des modernisations technologiques et à des initiatives de R&D, plutôt que de servir par exemple à construire de nouveaux hôpitaux ou à réinvestir dans le capital humain. Dans les services de santé et communautaires, le salaire horaire moyen est d'environ 24 \$, mais ce montant ne révèle pas l'important écart salarial qui prévaut entre les divers groupes professionnels de l'industrie. En effet, le salaire horaire moyen d'un employé d'hôpital, d'environ 28 \$, est beaucoup plus élevé que celui d'un employé d'établissement de soins en résidence, d'environ 23 \$. En plus de ces différences, le salaire réel a à peine soutenu le rythme de l'inflation (augmentation d'environ 7 % depuis 2000). En fait, en dépit de l'augmentation du financement public, les dépenses assumées par les citoyens pour des soins ont augmenté ces dernières années. Ce n'est pas étonnant, vu le vieillissement de la population, la demande accrue et l'augmentation des coûts des médicaments, qui représente désormais le septième de toutes les dépenses de santé.

À l'automne 2004, les premiers ministres du fédéral et des provinces ont signé un plan sur dix ans qui prévoit l'investissement de 41,3 milliards \$ de plus dans certains domaines désignés prioritaires. Malheureusement, ils ont refusé de garantir que cet argent serve exclusivement à financer des services de santé publics. Au cours des cinq dernières années, les cliniques privées se sont multipliées dans presque toutes les régions du pays.



Cette situation est menaçante parce qu'elle érode notre système public de santé en faisant augmenter les coûts aux patients, en créant des inégalités d'accès à des soins de qualité et en ne réglant absolument pas le problème des temps d'attente.

Les TCA dans le secteur de la santé

Les TCA représentent plus de 27 000 membres dans le secteur de la santé, qui s'est enrichi de 1 300 membres depuis trois ans, et la santé représente désormais 12 % de notre effectif. Dans notre syndicat, la santé est le secteur qui connaît la croissance la plus forte et la plus rapide. Puisqu'il continue de grossir, il est en train de développer une masse critique qui l'aide à faire d'importantes campagnes à la table de négociation et dans l'arène politique.

Les membres des TCA assurent une multitude de services de santé et sont employés dans un large éventail de lieux de travail d'un océan à l'autre, notamment dans des hôpitaux, des établissements de soins de longue durée, des centres de soins infirmiers, des centres d'accueil et divers établissements de soins et de services communautaires.



« ÉCOLOGISER » LE SECTEUR

- Améliorer l'efficacité énergétique des établissements de santé.
- Écologiser les immeubles par d'autres moyens (toits verts, aménagement paysager, etc.).
- Améliorer la recyclabilité et réduire la toxicité des fournitures.



ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR

- Faire des pressions pour obtenir du financement afin de consolider et d'élargir le système public de santé.
- Protéger les établissements et les services publics contre la privatisation.
- Revendiquer un niveau mesurable de soins dans les établissements de soins de longue durée et les soins à domicile.
- Appliquer des mesures de sécurité améliorée en milieu de travail et pour prévenir la violence.